AMUNDI IMPACT SOCIAL BOND - P

REPORTING

Communication Publicitaire

28/02/2025

OBLIGATAIRE ■

Données clés (Source : Amundi)

Valeur Liquidative (VL) : **95,41 (EUR)**
Date de VL et d'actif géré : **28/02/2025**
Actif géré : **322,07 (millions EUR)**
Code ISIN : **FR0013531266**
Indice de référence :
100% ICE BOFA SOCIAL BOND INDEX HEDGED
Notation Morningstar "Overall" © : **4**
Catégorie Morningstar © :
GLOBAL DIVERSIFIED BOND - EUR HEDGED
Nombre de fonds de la catégorie : **527**
Date de notation : **28/02/2025**

Objectif d'investissement

En souscrivant à AMUNDI SOCIAL BONDS, vous investissez principalement dans des obligations internationales libellés en toutes devises.
L'objectif de gestion du fonds consiste à sur-performer l'indice ICE BOFA SOCIAL BOND INDEX HEDGED (code Bloomberg : SOCI_H) sur la durée de placement recommandée de 3 ans en sélectionnant essentiellement des obligations sociales dites " social bonds" qui financent des projets ayant un impact positif sur la société.

Indicateur de risque *(Source : Fund Admin)*

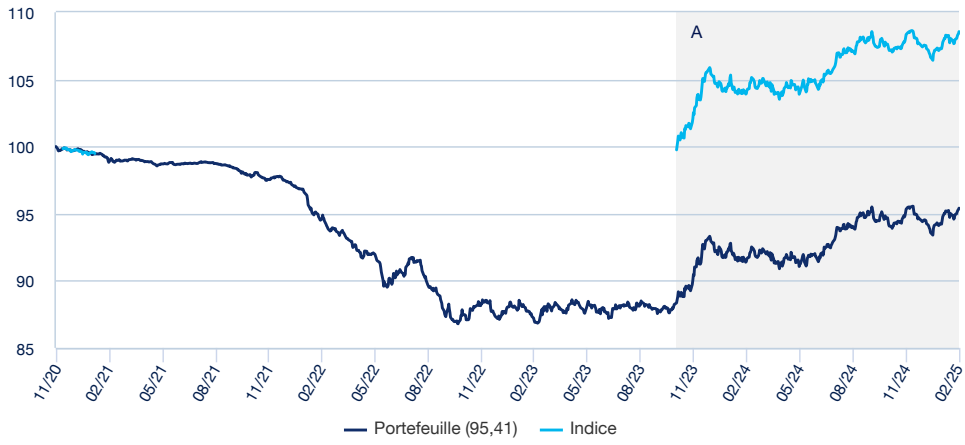
1 **2** 3 4 5 6 7

Risque le plus faible — Risque le plus élevé

⚠ L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous gardez le produit pendant 3 ans.
Le SRI représente le profil de risque tel qu'exposé dans le Document d'Information Clé (DIC). La catégorie la plus basse ne signifie pas qu'il n'y a pas de risque.
L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Performances (Source : Fund Admin) - Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

Evolution de la performance (base 100) * (Source : Fund Admin)



A : A compter du 31 octobre 2023, le benchmarg sera ICE BOFA SOCIAL BOND INDEX HEDGED

Performances glissantes * (Source : Fund Admin)

Depuis le	Depuis le 31/12/2024	1 mois 31/01/2025	3 mois 29/11/2024	1 an 29/02/2024	3 ans 28/02/2022	5 ans -	10 ans -	Depuis le 27/11/2020
Portefeuille	0,92%	0,67%	0,08%	4,14%	0,85%	-	-	-4,59%
Indice	0,96%	0,74%	0,20%	4,20%	-	-	-	-
Ecart	-0,05%	-0,07%	-0,12%	-0,06%	-	-	-	-

Performances calendaires * (Source : Fund Admin)

	2024	2023	2022	2021	2020
Portefeuille	1,72%	6,69%	-10,54%	-2,36%	-
Indice	2,01%	-	-	-	-
Ecart	-0,29%	-	-	-	-

* Source : Fund Admin Les performances sont calculées dans la devise de référence, sur des données historiques. Les performances affichées sont nettes de frais de gestion. (1) Les performances calendaires couvrent des périodes complètes de 12 mois pour chaque année civile. La valeur des investissements peut varier à la hausse ou à la baisse selon l'évolution des marchés.

Indicateurs (Source : Amundi)

	Portefeuille
Sensibilité [1]	5,26
Notation moyenne	A-
Taux de rendement	2,92%
SPS [3]	3,26
Spread moyen [2]	60
Nombre de lignes	156

[1] La sensibilité (en points) représente le changement en pourcentage du prix pour une évolution de 1% du taux de référence

[2] Spread : différence de rendement entre une obligation et son emprunt d'Etat de référence (Allemagne dans le cas de la zone Euro)

[3] SPS: Sensibilité Pondérée par le Spread

Indicateur(s) glissant(s) (Source : Fund Admin)

	1 an	3 ans	5 ans
Volatilité du portefeuille	3,28%	3,64%	-
Volatilité de l'indice	3,01%	-	-
Tracking Error ex-post	0,62%	-	-
Ratio d'information	-0,10	-	-
Ratio de sharpe	0,15	-0,61	-
Beta	1,08	-	-

OBLIGATAIRE

Jennifer Goeytes

Gérant de portefeuille

Alban de Faÿ

Gérant de portefeuille

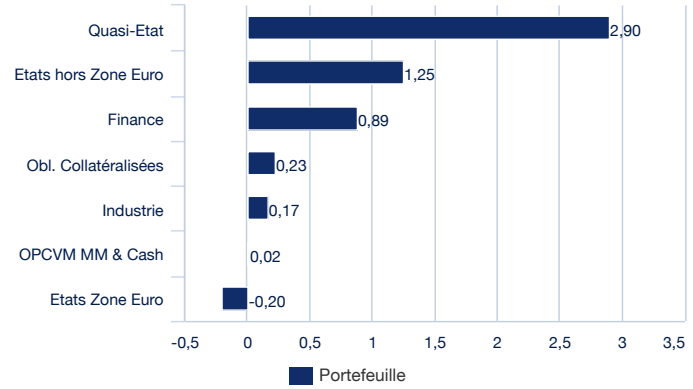
Commentaire de gestion

Aux Etats-Unis, la trajectoire de l'inflation reste floue. L'inflation CPI de janvier a surpris à la hausse, rebondissant à 3% en glissement annuel contre 2.9% en décembre. En revanche, l'inflation PCE, l'indicateur privilégié par la Fed, a apporté un certain soulagement, ralentissant de 2.6% à 2.5%, tandis que le PCE sous-jacent a reculé à 2.6% contre 2.9% précédemment. À cela s'ajoutent les risques haussiers liés à la guerre commerciale initiée par D. Trump. Outre les taxes douanières ciblant le Canada, le Mexique et la Chine, les annonces de droits de douane « réciproques » visent l'ensemble des autres pays, y compris l'Union européenne. Si ces mesures visent avant tout à négocier de meilleurs accords commerciaux ou à générer de nouvelles sources de financement, elles risquent néanmoins d'alimenter la pression inflationniste. En parallèle, malgré un léger ralentissement de l'activité dans les services en janvier, avec l'indice ISM reculant à 52.8 contre 54.1 en décembre, l'ISM manufacturier est désormais passé en zone d'expansion, progressant de 49.2 à 50.9. Par ailleurs, le marché du travail américain reste solide: bien que les créations d'emplois non agricoles aient ralenti à 143 000, le taux de chômage a de nouveau baissé à 4% contre 4.1% le mois précédent. Ces indicateurs, contrastés mais globalement résilients, n'éclairent pas davantage la Fed, qui maintient un discours attentiste jusqu'à présent.
En Europe, l'inflation peine à reculer: elle a rebondi en janvier à 2.5% en glissement annuel contre 2.4% en décembre, tandis que l'inflation sous-jacente est restée stable à 2.7% pour le cinquième mois consécutif. Cette stabilisation s'explique à la fois par des effets de base et par la rigidité des prix des services. Si les pressions inflationnistes liées au marché du travail persistent, l'activité en zone euro suggère une stagnation persistante: l'indice PMI composite est resté stable à 50.2 en février. En termes de dynamique sectorielle, l'industrie manufacturière a rebondi à 47.3 contre 46.6 en janvier, tandis que l'activité des services s'est affaiblie, passant de 51.3 à 50.7. Les divergences entre pays restent marquées, avec un indice composite français nettement plus faible à 44.5 par rapport aux autres économies européennes.
En parallèle des discussions entre les États-Unis et l'Ukraine pour mettre fin au conflit, les dirigeants européens se sont réunis pour aborder la question de l'augmentation des dépenses militaires. Face à des budgets militaires hétérogènes selon les pays (dans l'optique d'atteindre un objectif de plus de 2 % du PIB), deux options sont envisagées : un programme d'émission commun et/ou un financement via des dettes nationales. Ce sujet sera également central pour l'Allemagne, qui signale de fortes ambitions par rapport à cet objectif, d'autant qu'un nouveau gouvernement vient d'être formé. Dominé par la droite (CDU/CSU) et mené par Friedrich Merz en coalition avec le centre-gauche SPD, le gouvernement devra obtenir le soutien d'autres partis pour toute modification de la règle de plafonnement de la dette, une discussion qui pourrait prendre davantage de temps.
Ainsi, les sujets d'attention de la BCE sont davantage orientés vers les effets de la guerre commerciale américaine, qu'il s'agisse de son impact sur l'économie (via une baisse de la demande pour les exportations américaines) ou sur l'inflation. Rajoutant à cela, les attentes d'une augmentation des dépenses militaires qui pèsent sur la partie longue de la courbe. En conséquence, les taux allemands ont baissé en février : le taux à 2 ans a terminé le mois en baisse de 9 bps à 2.02%, tandis que le taux à 10 ans a baissé de 5 bps à 2.40%, entraînant une pentification de 4bps sur le segment 2-10 ans, à 38 bps. Le segment 2-30 ans a suivi le même mouvement avec un niveau plus prononcé, soit une pentification de 8 bps à 68 bps.
En outre, les tensions commerciales alimentent les inquiétudes sur les perspectives d'activité et la trajectoire de la désinflation, ce qui pèse sur le moral des ménages américains, comme en témoigne la baisse de confiance des consommateurs. Dans ce contexte, le 2 ans américain a terminé le mois en forte baisse de 21 bps à 3.99%, tandis que le 10 ans a atteint 4.21%, soit une baisse de 33 bps, entraînant un mouvement d'aplatissement de 12 bps du segment 2-10 ans. Suite à la motion de censure dont Bayrou a survécu pour faire adopter la loi sur le budget et la sécurité sociale, la prime de risque des OAT à 10 ans est restée stable sous le seuil des 75 bps, clôturant le mois à 74 bps, soit un resserrement d'un seul point de base.
Impactés par les discussions sur l'augmentation des dépenses militaires, les pays périphériques ont vu leurs primes de risque s'écarter légèrement: les primes de risque de l'Espagne et de l'Italie à 10 ans se sont écartées respectivement de 3 et 4 bps, terminant le mois à 64 bps et 113 bps, tandis que celle de la Grèce à 10 ans s'est resserrée de 3 bps à 82 bps.
Les agences nationales et supranationales continuent de surperformer les obligations souveraines ce mois-ci, soutenues par une forte demande des investisseurs sur les émissions primaires. En revanche, la prime de risque de l'UE contre l'Allemagne à 10 ans s'est écartée de 3 bps, atteignant 48 bps en fin de mois, car plus exposée aux enjeux liés aux dépenses militaires. Malgré cela, la prime de risque moyenne des supranationales et des agences s'est resserrée de 2 bps par rapport à l'Allemagne.
Toujours soutenu par des effets techniques positifs, avec des flux entrant sur la classe d'actifs, le Crédit IG fait preuve de stabilité d'un mois sur l'autre, avec une prime de risque OAS à 91 bps, et cristallise une surperformance mensuelle de 7 bps par rapport aux emprunts d'État de même échéance, pour une surperformance cumulée sur l'année de 72 bps. Si les Financières et les Corporates ont évolué de concert, les actifs risqués ont surperformé : les titres BBB affichent un resserrement de 2 bps et le High Yield de 13 bps.
En février, les émissions d'obligations sociales et durables atteignent respectivement € 5 mds et 11 mds (toutes devises confondues). Nous avons notamment participé aux émissions des régions espagnoles comme Madrid 2035 et Basque 2035 compte tenu de leur qualité en termes de rapport d'impact et à l'émission sociale de Korean House of Finance 2030.
Environ 63,5% de l'émission durable de Basque sera consacrée à des projets à vocation sociale, abordant des thèmes variés tels que l'accès à l'éducation, à la santé, ou encore le soutien à la création d'emplois pour la région Basque.
La baisse des taux permet ainsi à Amundi Impact Social Bond d'afficher une performance absolue nette positive en février, quasiment en ligne avec l'indice de référence. La sensibilité aux taux a été maintenue autour de +30 bps contre l'indice de référence, et contribue positivement, au même titre que la position à la pentification de la courbe allemande. Les surexpositions sur le crédit et les obligations sécurisées ont quant à elles contribué positivement. Nous avons continué à alléger l'exposition sur les agences en soldant l'exposition sur l'obligation durable EIB 2028, dans un contexte de potentielle mise à contribution de cet émetteur pour les dépenses de défense.
Enfin, davantage de données macroéconomiques et les décisions tarifaires de l'administration Trump seront attendues pour éclairer la trajectoire d'assouplissement monétaire de la Fed. En Europe, les discussions sur le financement de la défense ajoutent une nouvelle dimension aux préoccupations budgétaires et resteront au centre de l'attention dans les mois à venir.

OBLIGATAIRE

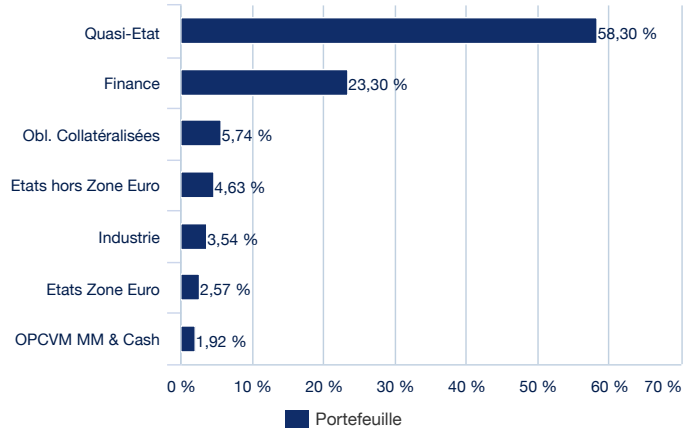
Répartition par secteur (Source : Amundi)

En sensibilité (Source : Amundi)



Dérivés inclus

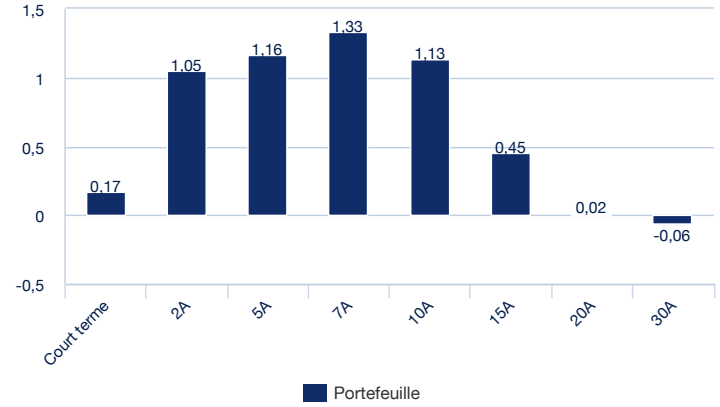
En pourcentage d'actif (Source : Amundi) *



** Le total peut être différent de 100%, car le cash différé est exclu*

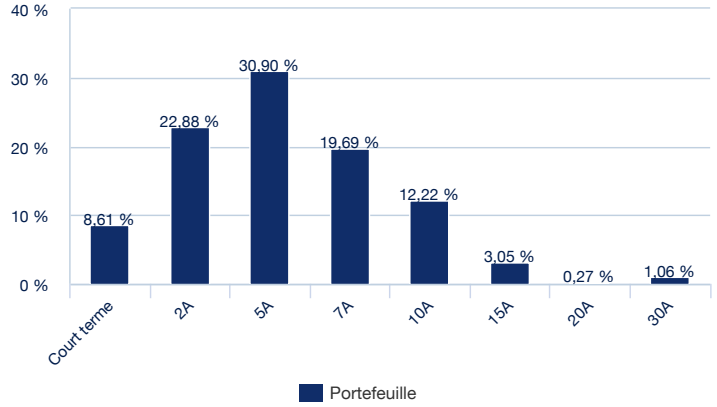
Répartition par maturité (Source : Amundi)

En sensibilité (Source : Amundi)



Dérivés inclus

En pourcentage d'actif (Source : Amundi) *

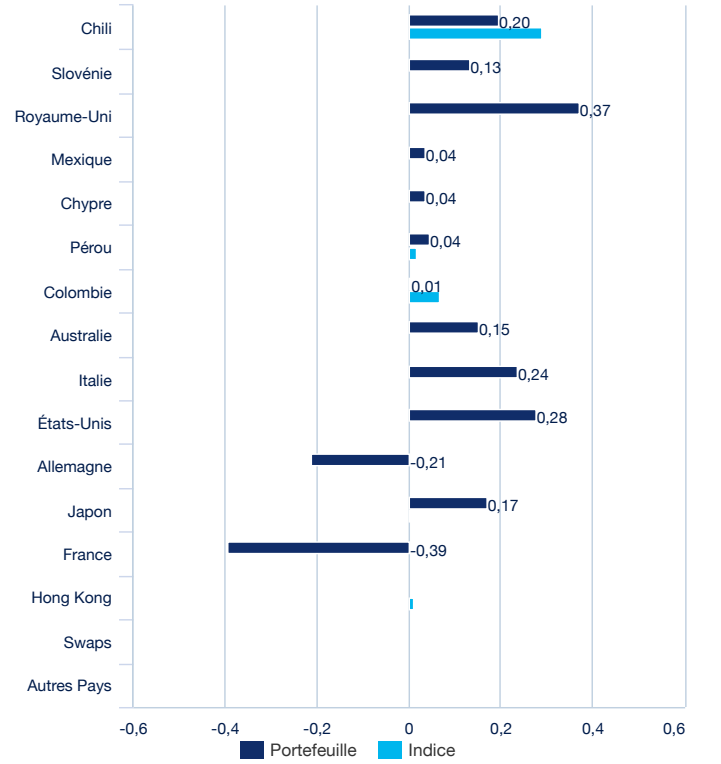


** Le total peut être différent de 100%, car le cash différé est exclu*

OBLIGATAIRE

Répartition par pays (Source : Amundi)

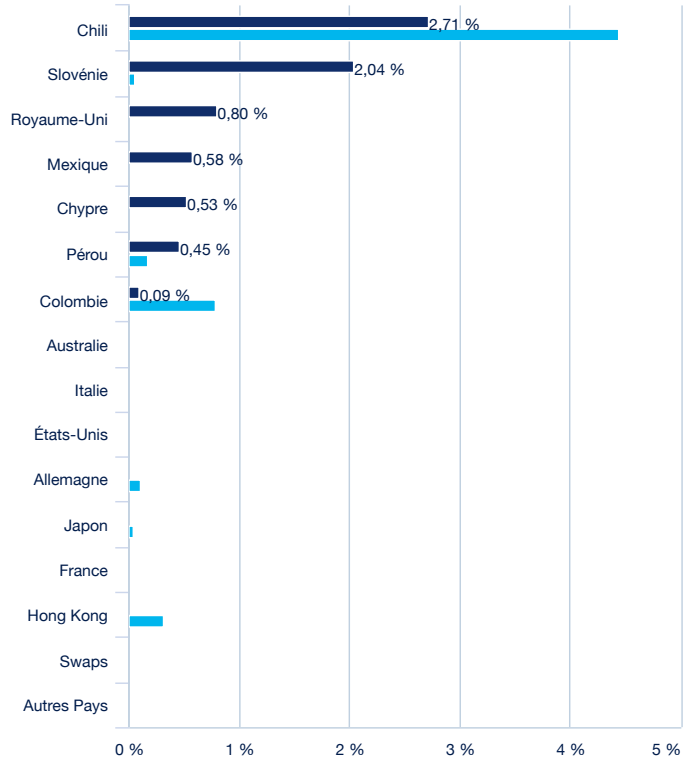
En sensibilité (Source : Amundi)



Uniquement Titres d'Etats

Dérivés inclus

En pourcentage d'actif (Source : Amundi)

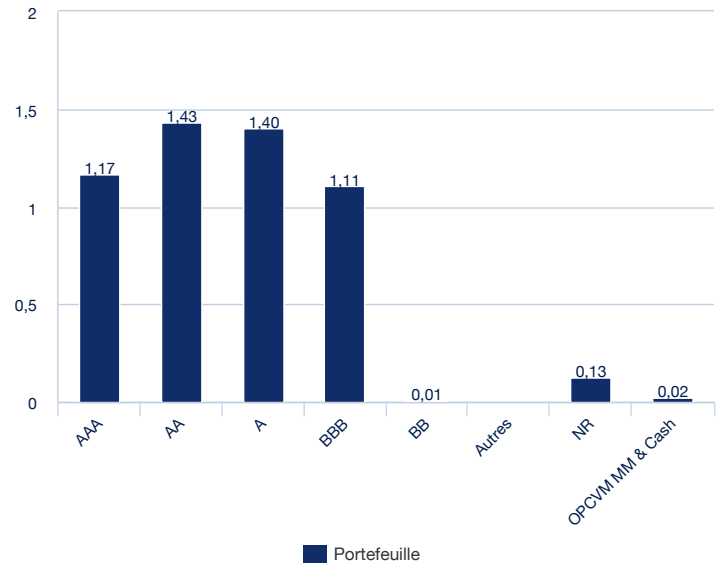


Uniquement Titres d'Etats

Dérivés inclus

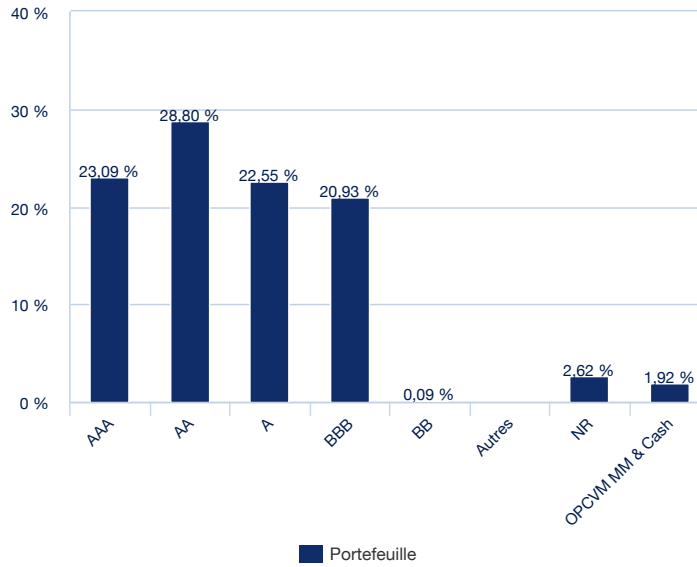
Répartition par notation (Source : Amundi)

En sensibilité (Source : Amundi)



Dérivés inclus

En pourcentage d'actif (Source : Amundi) *

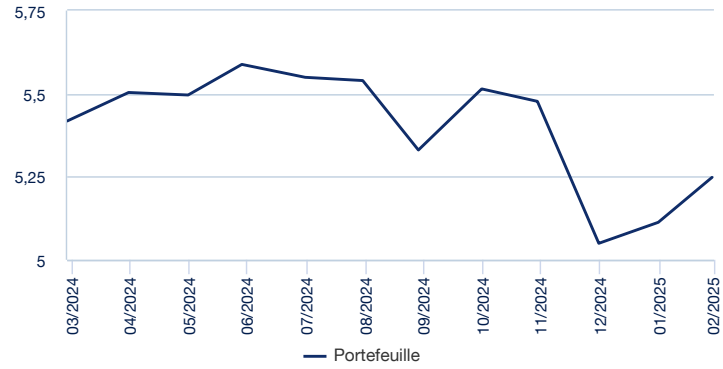


** Le total peut être différent de 100%, car le cash différé est exclu*

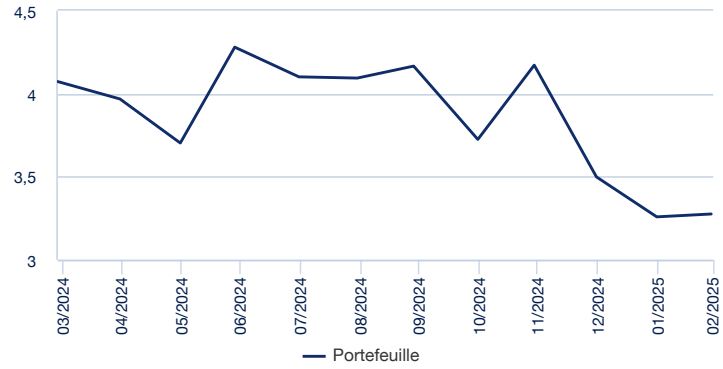
OBLIGATAIRE

	Ecart (P - I)
Principales surpondérations	-
Banking SNP	8,58%
Obligations collatéralisées	4,54%
Banking SP	2,66%
Etats Zone Euro	2,41%
Banques	1,00%
Principales sous-pondérations	-
Consommation	-0,89%
Etats hors Zone Euro	-1,12%
Transports	-4,54%
Supranationaux	-4,86%
Agences	-9,40%

En sensibilité (Source : Amundi)



SPS (%, source : Amundi)



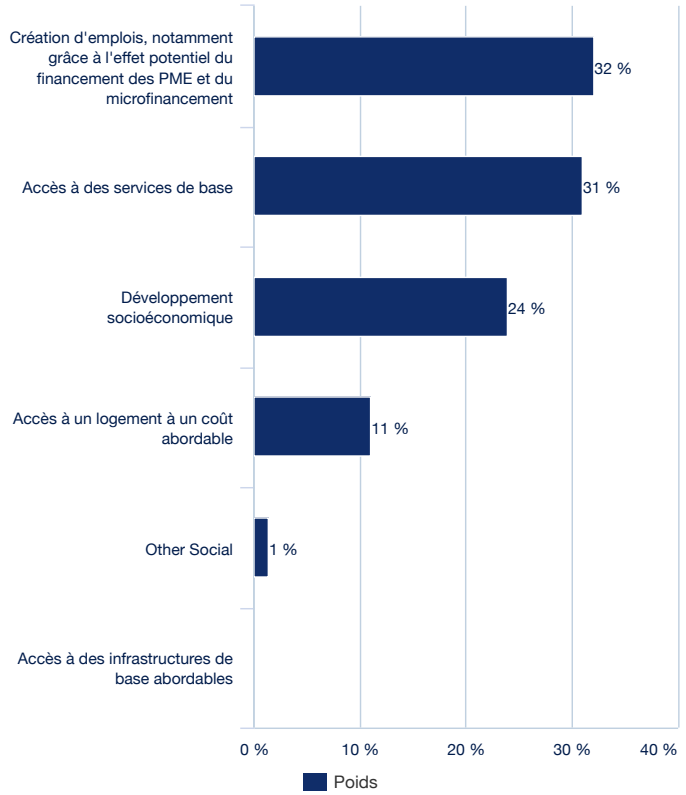
Les principaux émetteurs (Source : Amundi)

	Secteur	% d'actif	Sensibilité	SPS Portefeuille
Emetteurs Etats	-	-	-	-
CHILE	Etats hors Zone Euro	2,71%	0,20	0,23%
SLOVENIA	Etats Zone Euro	2,04%	0,13	0,06%
UNITED KINGDOM	Etats hors Zone Euro	0,80%	0,37	0,00%
UNITED MEXICAN STATES	Etats hors Zone Euro	0,58%	0,04	0,09%
MTRY OF FIN PBL DEBT MNG OFFIC	Etats Zone Euro	0,53%	0,04	0,02%
PERU	Etats hors Zone Euro	0,45%	0,04	0,07%
COLOMBIA	Etats hors Zone Euro	0,09%	0,01	0,02%
Emetteurs hors Etats	-	-	-	-
UNEDIC ASSEO	Quasi-Etat	9,17%	0,40	0,22%
EUROPEAN UNION	Quasi-Etat	7,96%	0,50	0,20%
CADES	Quasi-Etat	7,59%	0,26	0,12%
CAIXABANK SA	Finance	3,13%	0,08	0,07%
INTERNATIONAL BK RECONSTR DVPT	Quasi-Etat	3,05%	0,11	0,04%
ACTION LOGEMENT SERVICES	Quasi-Etat	2,94%	0,24	0,22%
SOCIETE GENERALE SA	Finance	2,82%	0,08	0,07%
COUNCIL EUROPE DEVELOPMENT BK	Quasi-Etat	2,68%	0,11	0,04%
BPCE SA	Finance	2,43%	0,08	0,09%
AUTONOMOUS COMMUNITY OF MADRID	Quasi-Etat	2,40%	0,15	0,10%
INTL FIN FAC FOR IMMUNISATION	Quasi-Etat	2,33%	0,03	0,01%
BANQUE FED CREDIT MUTUEL	Finance	2,32%	0,11	0,09%
CASSA DEPOSITI E PRESTITI SPA	Quasi-Etat	2,30%	0,09	0,07%
BANCO BPM SPA	Finance	2,08%	0,09	0,09%
INTESA SANPAOLO SPA	Finance	2,04%	0,11	0,11%

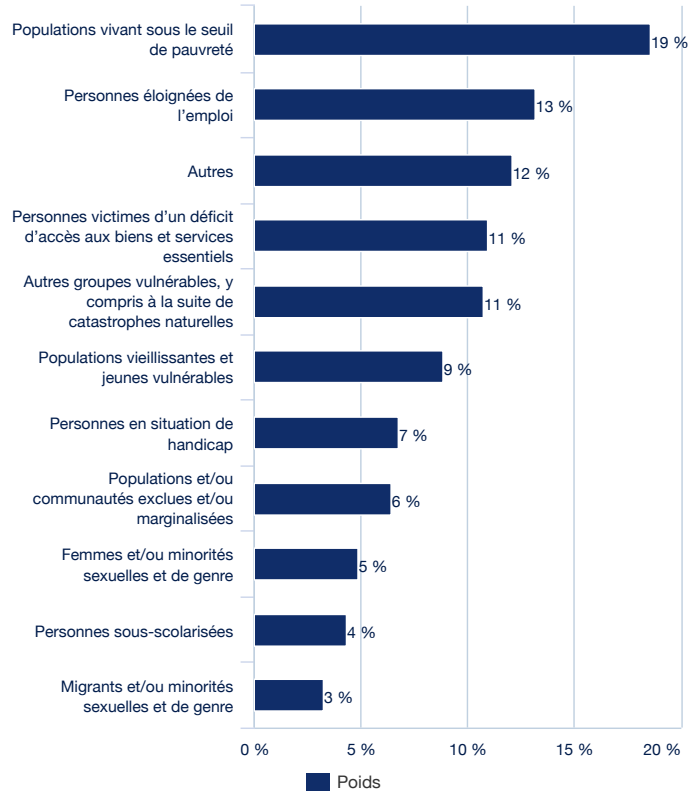
OBLIGATAIRE

Allocation des fonds par Catégorie de Projets et Population Cible

Catégorie de Projets

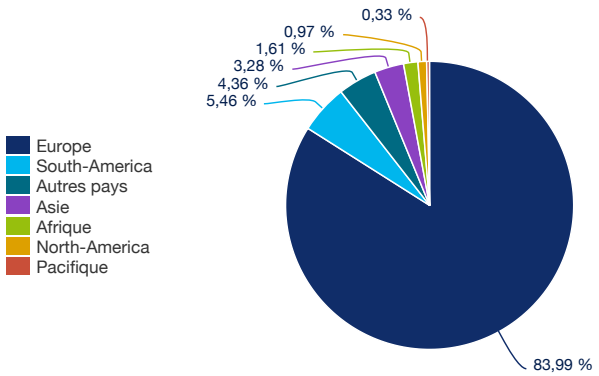


Population Cible

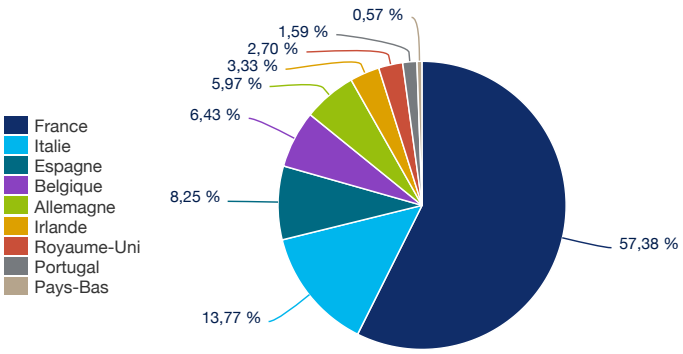


Allocation des fonds par zone géographique

Zone Géographique



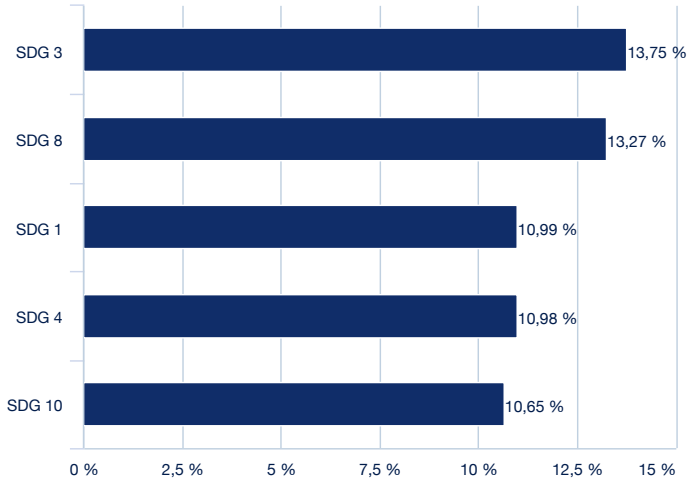
Répartition de la région Europe par pays



Objectifs de développement durable

Liste des objectifs de développement durable

Top 5 ODD - % d'obligations se référant aux ODD suivants



** Statistique basée sur la publication de l'émetteur. Chaque obligation sociale/durable peut contribuer à plusieurs ODD*

OBLIGATAIRE

Caractéristiques principales (Source : Amundi)

Forme juridique	Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français
Société de gestion	Amundi Asset Management
Dépositaire	CACEIS Bank
Date de création du compartiment/OPC	27/11/2020
Date de création de la classe	27/11/2020
Devise de référence du compartiment	EUR
Devise de référence de la classe	EUR
Affectation des sommes distribuables	Capitalisation
Code ISIN	FR0013531266
Code Bloomberg	AMSBPCE FP
Souscription minimum: 1ère / suivantes	*1 Part(s) / 1 millième part(s)/action(s)*
Périodicité de calcul de la VL	Quotidienne
Limite de réception des ordres	Ordres reçus chaque jour J avant 12:25
Frais d'entrée (maximum)	1,00%
Commission de surperformance	Non
Frais de sortie (maximum)	0,00%
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	1,07%
Coûts de transaction	0,11%
Frais de conversion	
Durée minimum d'investissement recommandée	3 ans
Historique de l'indice de référence	31/10/2023 : 100.00% ICE BOFA SOCIAL BOND INDEX HEDGED 27/11/2020 : Aucun

Avertissement

Document simplifié et non contractuel, destiné à être remis exclusivement aux porteurs de parts. Les caractéristiques principales du fonds sont mentionnées dans sa documentation juridique, disponible sur le site de l'AMF ou sur simple demande au siège social de la société de gestion. La documentation juridique vous est remise avant toute souscription à un fonds. Investir implique des risques : les valeurs des parts ou actions des OPC sont soumises aux fluctuations du marché, les investissements réalisés peuvent donc varier tant à la baisse qu'à la hausse. Par conséquent, les souscripteurs des OPC peuvent perdre tout ou partie de leur capital initialement investi. Il appartient à toute personne intéressée par les OPC, préalablement à toute souscription, de s'assurer de la compatibilité de cette souscription avec les lois dont elle relève ainsi que des conséquences fiscales d'un tel investissement et de prendre connaissance des documents réglementaires en vigueur de chaque OPC. La source des données du présent document est Amundi sauf mention contraire. La date des données du présent document est celle indiquée en tête du document sauf mention contraire.

©2025 Morningstar. Tous droits réservés. Les informations contenues ici : (1) appartiennent à Morningstar et/ou ses fournisseurs de contenu ; (2) ne peuvent être reproduites ou redistribuées ; et (3) ne sont pas garanties d'exactitude, d'exhaustivité ou d'actualité. Ni Morningstar, ni ses fournisseurs de contenu ne sont responsables en cas de dommages ou de pertes liés à l'utilisation de ces informations. Les performances passées ne garantissent pas les résultats futurs. Pour plus d'informations sur le rating Morningstar, veuillez consulter : Morningstar_Ratings_Infographic_2023.pdf